

was only one fatality among the relievers. The greatest health threats to the Americans were alcoholism and nervous breakdown. Many of the ARA men were known as drinkers before they came to Russia, and the stress of the work combined with the easy availability of alcohol (prohibition was in force in the United States, but the Riga Agreement guaranteed the unlimited importation of “commissary supplies”) led to heavy habitual drinking and the occasional epic bender. Two senior members of the Moscow staff were sent home for drinking. Stress, as well, was a contributing factor to “famine shock”, nervous collapse as a result of confronting one too many scenes of hunger and death. Enough of these images are included among the photographs in this book to suggest what effect must have been produced in the minds of those who lived in the midst of famine for up to two years. The businesslike and emotionally distant approach the relievers affected towards their work, an attitude that frequently shocked their Russian employees, was as much an attempt to insulate themselves from the surrounding horrors as it was an affirmation of the Hooverite principles of efficiency and practicality.

By the summer of 1922, it was evident that the harvest of that year would be abundant. As well, the agrarian programme of the NEP was already having an effect in stimulating greater grain production. Hoover, therefore, resolved to shut down the relief expedition, and within a year the last ARA man was out of Russia. Successive Soviet governments ignored or played down the contributions of the ARA, and Haskell, on a trip to Russia a decade later, noted that the effort which “fed nearly eleven million Russians in the days of the darkest famine of 1921 and 1922, seems almost forgotten” (p. 725). Its memory was kept alive in America chiefly through the efforts of the ex-relievers. In 1925 the ARA Association was founded, and its periodic meetings lasted into the 1960s. The *A.R.A. Association Review*, established in the same year, published 39 issues over 40 years. A host of letters, reminiscences, and photographs were collected and catalogued, creating the archival base that Patenaude has so skilfully employed in bringing to life this extraordinary episode in American-Russian relations.

Donald Senese  
*University of Victoria*

Guy Saupin — *Les villes en France à l'époque moderne, (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Éditions Belin, 2002, 270 p.

La synthèse de Guy Saupin est la cinquième à porter sur l'ensemble de l'histoire des villes françaises à l'époque moderne, après celles d'Albert Babeau (1880; L'Harmattan, 1997), d'Emmanuel Le Roy Ladurie, directeur du tome 3 de l'*Histoire de la France urbaine* (Seuil, 1981), de Jean Meyer (SEDES, 1983–1984) et de Benoît Garnot (Ophrys, 1989). L'ouvrage s'inscrit dans l'excellente collection « Belin Sup Histoire » qui compte plus de quinze titres pour la seule période 1500–1800.

Ce manuel universitaire aux paramètres d'édition parfaitement pédagogiques, avec un fort appareil de cartes, tableaux, graphiques, photographies, documents,

notices biographiques, glossaire et orientation bibliographique, prend en sept chapitres une mesure

- 1) des systèmes urbains, ici polarisés (Bassin parisien, le Sud-Ouest), là éclatés (Bretagne, Dauphiné, Bourgogne), et de leur dynamique démographique dans laquelle l'immigration constitue une dimension indispensable à leur croissance;
- 2) de l'évolution du paysage urbain depuis l'héritage médiéval, difficile à transformer, jusqu'à l'émergence d'un programme plus ou moins global d'urbanisme au XVIII<sup>e</sup> siècle;
- 3) des frontières sociales perçues et des facteurs d'affaiblissement ou de renforcement de la cohésion citadine;
- 4) du fonctionnement institutionnel porteur de développement économique urbain;
- 5) des difficultés à réformer l'Église et des moyens pour y parvenir dans la ville saisie par la puissante Réforme catholique qui en fait « un foyer d'approfondissement d'une foi nourrie par un rituel revitalisé et un pôle d'évangélisation des campagnes », tandis qu'après « 1750, l'image de la ville s'inverse » (p. 149), devenant « le lieu de tous les dangers » (p. 174);
- 6) de l'éclatement de la culture urbaine avec « écart grandissant entre une recherche élitiste de distinction et le maintien de pratiques traditionnelles », discréditées comme « populaires » (p. 177), mais avec « frontière floue et mobile » entre élite et peuple propice au métissage culturel (p. 206);
- 7) du pouvoir municipal comme « meilleur instrument de réactivation du patriotisme de cité » et « clé de voûte de l'urbanité ».

Ce dernier chapitre unit l'institutionnel et le culturel pour la mise en valeur de ce qui fait l'âme de la ville. Saupin, auteur du remarquable *Nantes au XVII<sup>e</sup> siècle : vie politique et société urbaine, 1598–1720* (Presses de l'Université de Rennes, 1996) et directeur de la récente étude sur *Le pouvoir urbain dans les villes d'Europe occidentale aux Temps modernes* (Ouest Éditions, 2002), propose une lecture renouvelée et élargie du paysage politique de la ville autour de cette constatation majeure que « seule l'institution municipale jouit du potentiel de représentation de la totalité urbaine » (p. 6) tout en garantissant l'aboutissement des stratégies familiales et, surtout, l'épanouissement de l'idéologie corporative. Au total, la ville moderne est un élément d'un ensemble qui l'englobe et un système en elle-même, d'une grande hétérogénéité, qui se développe dans la mesure de la capacité de son corps de ville et de son élite oligarchique à construire une identité urbaine et à drainer les hommes, la production et l'argent au temps de l'expansion du capitalisme commercial.

« L'historien doit surtout viser à reconstituer une dynamique des acteurs sans les enfermer dans des schémas structuraux préétablis » (p. 5). Aussi, pour « éviter le piège de l'histoire immobile » (p. 16), Saupin met en scène les principales dynamiques du système urbain français des Temps modernes qu'il démonte succinctement en leurs composantes essentielles pour en révéler les types de fonctionnement, les réussites et les limites. Il met en scène des villes et des populations urbaines en interaction, organisatrices de territoires et dont l'influence dépasse de beaucoup leur nombre dans la totalité française d'Ancien Régime. Son analyse systémique, qui

recourt aux plus fiables indicateurs, privilégie donc le mouvement et prend en compte des dynamismes, des conduites sociales des acteurs des transformations, des initiatives privées et publiques, des moteurs de développement, des champs d'action, des tensions, des luttes, des déstabilisations, des éclatements, des regroupements, des adaptations, des renouveaux, des aménagements, des embellissements... Bref, la ville est plus que jamais perçue dans sa fonction primordiale de « creuset du changement », selon la formule de Daniel Roche (p. 5, 19). Saupin scrute le jeu de tensions au sein desquelles la ville sait survivre et même profiter. Elle est lieu de contradiction, de rencontre des enjeux où le monde ancien aux valeurs confortant les solidarités et celui des secteurs de pointe de développement préconisant l'utilité sociale et l'argent font généralement bon ménage lorsque le pouvoir municipal sait épauler l'effort de l'État monarchique.

Le renouvellement conceptuel est bien opérationnel au coeur du discours de l'historien de la ville moderne, que ce soit la sanctuarisation du royaume, la macrocéphalie de Paris ou, ailleurs, la bicéphalie d'un réseau urbain, les polarisations et les fragmentations de phénomènes, les processus et les dynamiques en tous genres, la redondante « régulation du contrôle social » (p. 113), le métissage culturel, les réflexes identitaires, la vigueur des solidarités, la valorisation du type de « l'honnête homme »... D'autres notions depuis longtemps établies résistent fort bien, moyennant cadrage et nuance : l'absolutisme royal, l'acculturation du peuple ou l'enfermement des pauvres, par exemple. Pour leur part, l'Ancien Régime et sa « sédimentation institutionnelle », les ordres, les corporations n'occupent que leur place, et non tout le spatiotemporel et le social, dans les trois siècles des Temps modernes. Toutefois, la France n'étant pas l'Italie, l'humanisme et la Renaissance n'apparaissent que furtivement dans une partie d'un paragraphe : l'humanisme, au sens strict, à propos de l'apparition et de la diffusion du livre et la « Renaissance italienne » pour signaler que les architectes français en ont assimilé les leçons. Dans cet ouvrage où la chronologie est subordonnée à l'approche par problèmes et questionnements, le XVI<sup>e</sup> siècle tient un rôle un peu plus effacé, non pas qu'il soit moins dynamique, mais le parti pris bien justifié en faveur du changement a pour effet d'attribuer la place prépondérante au XVIII<sup>e</sup> siècle, et surtout à sa seconde moitié, où bien des mutations aboutissent, où bien des tentatives de réformes avortent.

« L'idée d'un processus de dissociation culturelle renforçant l'éclatement social dans l'espace urbain des Temps modernes ne peut [...] être acceptée qu'en lui intégrant l'image de frontière floue et mobile servant de transition entre deux mondes » qui adoptent des « vitesses différentes d'acculturation aux nouveaux modes d'existence » (p. 206). Cette mise en garde fait figure de véritable curseur pointeur de domaines et de problèmes particulièrement complexes par lesquels a passé, et passera encore, une part essentielle de la progression des connaissances historiques sur les villes et les citadins avant la Révolution.

Les quelques fautes de forme dans le texte et dans la bibliographie (ordre alphabétique adopté à respecter) ne peuvent ternir notre plaisir d'accéder par ce manuel universitaire à ce qui se fait de mieux en matière de mise à jour des acquis dans un cadre explicatif d'ensemble renouvelé et nuancé de l'histoire urbaine de la France à l'époque moderne.

André Sanfaçon  
*Université Laval*

E. Anthony Swift — *Popular Theater and Society in Tsarist Russia*. Berkeley: University of California Press, 2002. Pp. xiv, 346.

The late imperial period in Russia witnessed a veritable explosion of “people’s theatres”, created with the special purpose of entertaining and edifying the lower classes. In this study, E. Anthony Swift traces the origins and significance of the popular theatre movement in the “two capitals” of St. Petersburg and Moscow from the early 1860s, when the idea of using theatre as a means of public enlightenment first attracted widespread attention, to the unprecedented, albeit temporary, freedom of 1917. Whether sponsored by members of the intelligentsia, factory owners, or the Ministry of Finance, these experiments literally provided a stage, argues Swift, for the crucial contest over cultural power that animated *fin-de-siècle* Russia.

Theatre in Russia had served as a political tool from the time of Peter the Great’s westernization drive of the early eighteenth century. Both Peter I and Catherine II sought to reach the common people through drama; although neither was particularly successful, these early efforts set a precedent for later experiments. For most of the nineteenth century, the network of official state theatres dominated theatrical life in the Empire. Indeed, the imperial theatres preserved a monopoly on the public performance of plays until 1882. These were socially exclusive public spaces, catering to the educated elites. The lower classes of the cities flocked, instead, to the temporary carnival theatres (*balagany*) that popped up during Shrovetide or Easter week. Here they enjoyed pantomimes (performances in Russian were forbidden), puppet shows, magic, and various other types of entertainment.

Long before the end of the imperial theatre monopoly in 1882, a variety of constituencies in Russian educated society were challenging state restrictions on public performances and calling for some sort of popular theatre to bridge this gap between elite and popular entertainment and to transform lower-class taste and values. After all, the liberation of the serfs in 1861 had urgently raised the problem of the education and cultural integration of the common people. Moreover, in the following decades, Russia experienced continuous and rapid urbanization, which generated social disorder and fears about a decline in popular morality. For all of these challenges, theatre seemed the perfect civilizing solution.

Swift presents the struggle against the imperial theatre monopoly as an indication of educated society flexing its muscles against the autocracy and of the emergence of a public sphere in late imperial Russia. For many theatre activists, the stage offered an arena for Aesopian political discussion as well as public enlightenment; indeed, Swift quotes a theatre critic who in 1899 compared the Russian stage to the parliaments of western European countries. As a result, certain groups within the government feared that the lower classes might become infected with the ideas of the intelligentsia if special theatres were opened for them. However, other representatives of the autocracy